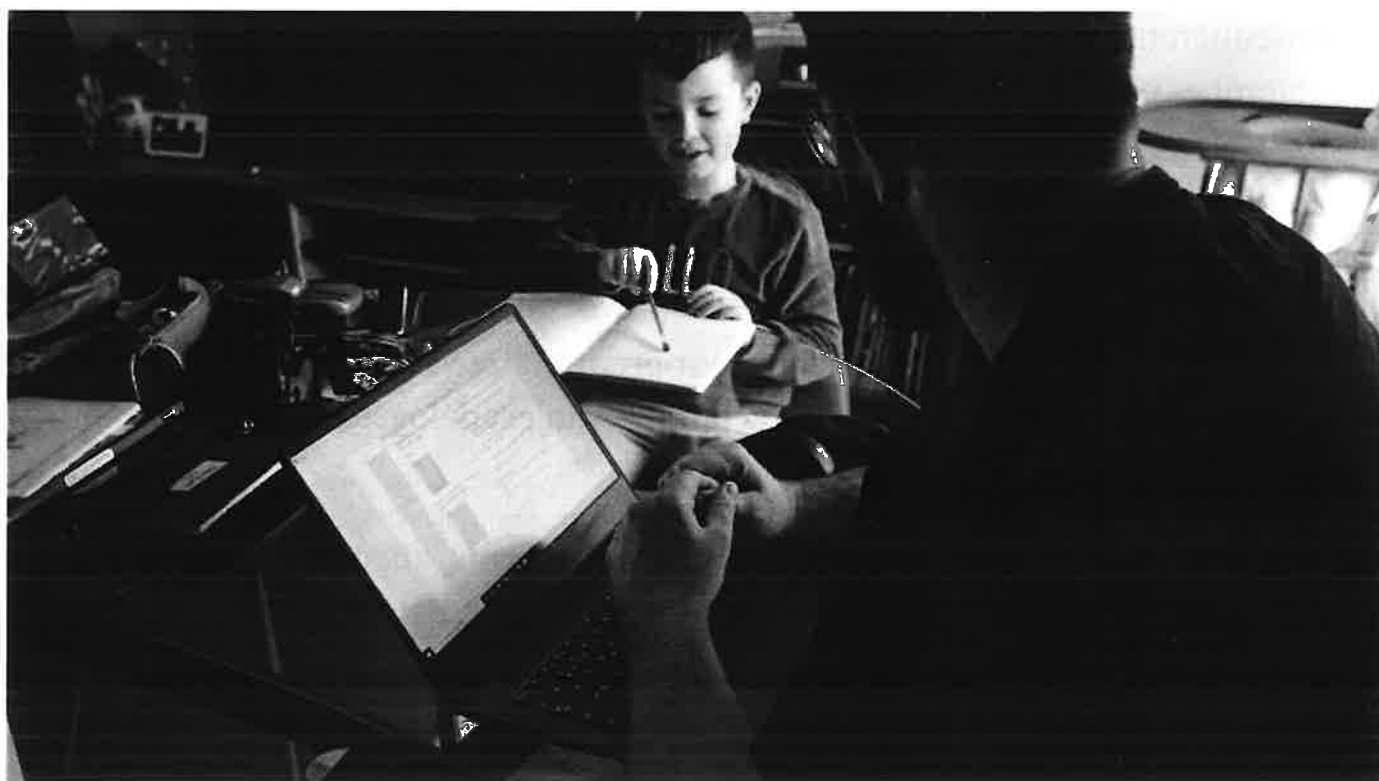


La crise du logement a un impact significatif sur la scolarité des enfants

De nombreux enfants et parents à Bruxelles appréhendent le mois de septembre. Ces familles risquent en effet de perdre leur logement, et leur sécurité. Comment continuer à vivre sereinement et rester attentif à l'école, alors que les semaines à venir seront marquées par l'incertitude et l'angoisse ?



Sans logement décent et sans certitude de pouvoir y rester, la disponibilité des parents et des élèves pour les apprentissages est relayée au second plan. - Photo News



Carte blanche -

Par Clarisse Petel, logopède au Cerapss (Centre d'Etude, de Recherches et d'Actions pour des Projets en Social-Santé*)

Publié le 11/07/2025 à 16:09 Temps de lecture: 4 min ⌚

A Bruxelles, un tiers des familles vit sous le seuil de pauvreté, et la hausse continue des prix sur le marché locatif rend les logements inaccessibles pour de nombreuses familles avec enfants. Cette crise du logement abordable les oblige à vivre dans des espaces trop petits, parfois insalubres, ou à déménager en dehors de Bruxelles. Discriminées sur base de leurs revenus ou de leurs origines, ces familles sont soumises au bon vouloir des propriétaires qui

peuvent à tout moment décider de vendre, d'augmenter le prix de leur loyer ou estimer que le bruit causé par les enfants est trop contraignant. Elles sont alors obligées de déménager sans pouvoir être certaines de trouver un toit. Inscrits parmi les 52.000 ménages sur la liste d'attente pour un logement social, ces foyers sont finalement tous confrontés à un véritable parcours du combattant qui vise à obtenir le droit d'accéder à un logement digne et décent (Dupont, 2022).

En tant que logopède dans l'asbl du Cerapss et responsable d'une école de devoirs au bas de la commune de Forest, nous accompagnons des enfants qui habitent pour la plupart dans le quartier Saint-Antoine. Ce quartier est particulièrement sous-doté en logements sociaux et en espaces verts et ses habitants ont des revenus moyens en dessous de la moyenne régionale (Valler, 2021). Nous tentons, à notre échelle, de soutenir certains enfants dans leur parcours scolaire, tout en créant du lien avec leurs parents. Après une année scolaire qui fut fructueuse et encourageante pour trois enfants d'une même fratrie suivis en logopédie, nous apprenons avec stupeur qu'ils devront quitter leur logement en septembre puisque leur propriétaire vend la maison. C'est un quatrième déménagement pour cette famille, qui est délogée tous les deux ans depuis 2015.

Il est devenu plus compliqué de rencontrer ces parents, angoissés et débordés par cette nouvelle. Leurs enfants sont préoccupés et stressés sans être capables de mettre des mots sur leurs angoisses. Dans ces conditions, comment poursuivre notre accompagnement ? Après un parcours scolaire difficile, l'aînée n'a pas réussi son CEB et avoue être très préoccupée de quitter sa maison. Le second et la dernière évitent le sujet mais expriment leur mal-être par un comportement agité. Nous essayons de ne pas perdre espoir et d'être à l'écoute de leurs préoccupations et de celles de leurs parents malgré le fait que notre projet pédagogique à long terme avec cette famille est menacé. Ce type d'annonce brutale est loin d'être exceptionnel : les parents de deux autres enfants suivis en logopédie sont aussi à la recherche d'un autre appartement, comme sûrement d'autres foyers dans les années à venir.

Moins de dispositions pour les apprentissages

Il est évident que sans logement décent et sans certitude de pouvoir y rester, la disponibilité des parents et des élèves pour les apprentissages est relayée au second plan. Nos efforts pour réduire les inégalités scolaires dépendent

directement de la stabilité et de la sécurité du logement des enfants. La réussite du travail social est, à maints égards, suspendue à la réaction politique face à la crise du logement abordable. Le public que nous soutenons est souvent forcé d'accepter des logements de mauvaise qualité et peu nombreux sont les enfants qui peuvent bénéficier d'un espace calme pour faire leur devoir.

Nous souhaitons malgré tout poursuivre notre travail dans l'objectif de contribuer à l'égalité des chances pour chaque enfant, quel que soit son milieu social. Le tissu associatif qui les entoure, fragile mais essentiel, peut servir de bouclier face aux défis liés à la précarité, seulement si la problématique du logement est traitée à bras-le-corps par nos politiques publiques. Pour continuer à croire que nos actions en tant que travailleurs et travailleuses sociales ont des effets positifs sur les familles et le devenir scolaire des enfants, nos bénéficiaires doivent être logés de façon digne et pérenne.

*Cette carte blanche est cosignée avec une responsable d'une école de devoirs.

Références :

- Anne-Sophie Dupont (2022), *La crise du logement à Bruxelles : la comprendre et en sortir !*, Rassemblement bruxellois pour le droit à l'habitat (RBDH).
- Cédric Vallet (2021), « Saint-Antoine, quartier sous tension », *Alter Echos* n° 493.